

27 septembre 1997, Québec

Allocution à l'occasion du Colloque sur la social-démocratie

Mes amis,

La semaine dernière nous avons l'extraordinaire privilège de recevoir, dans notre capitale nationale, des parlementaires de tous les pays des Amériques. Ils ont débattu, ensemble, ici, en espagnol, en français, en anglais et en portugais, d'un sujet qui devient d'actualité mondiale : comment vivre la mondialisation des échanges en préservant la multiplicité des expériences nationales. Le choix de Québec comme lieu de cette conférence était opportun.

Aux portes de la plus grande puissance économique et culturelle que le monde ait connue, les Québécois vivent dangereusement. Ils le font d'autant plus qu'ils jouent, plus que tout autre peuple sur le continent, la carte de l'intégration économique, la carte du partenariat économique avec nos voisins. Il y a dix ans, le Québec exportait à l'extérieur de ses frontières 43 % de sa production, ce qui était déjà beaucoup. Aujourd'hui : 54 %. La destination de ces produits réserve une information encore plus importante. Savez-vous qu'au cours des cinq dernières années, le Québec a augmenté de 90 % ses ventes aux États-Unis ? Et savez-vous que grâce à l'extraordinaire développement de notre commerce américain et international, le Québec tire désormais presque deux fois plus de richesse de son commerce avec l'étranger que de son commerce avec le Canada ?

Voyez le paradoxe : l'intégration économique est en train de dégager l'économie québécoise du seul axe canadien et de lui donner une nouvelle marge de manœuvre. C'est un événement majeur de notre histoire économique. Pourtant, cette intégration libère des forces qui poussent à une certaine standardisation des cultures et des politiques. Lorsque j'ai rencontré les parlementaires des Amériques, je leur ai dit que le Québec était un cas-test pour l'intégration, et j'en ai la conviction profonde. À notre manière, nous tentons ici de faire deux choses à la fois. D'une part, de décupler nos contacts économiques, sociaux et politiques avec nos voisins et avec le monde. D'autre part, de renforcer notre personnalité nationale, de faire de notre langue officielle, le français, la véritable langue commune des Québécois. La mondialisation est un mouvement irrésistible, et personne ne pourrait gagner aujourd'hui un combat d'arrière-garde contre cette tendance. Mais plus cette tendance est forte, plus, je pense, il faut créer des contrepoids internes, pour maintenir l'équilibre entre la personnalité nationale et le tourbillon des échanges mondiaux. Parmi ces contrepoids, je cite d'abord les politiques culturelles et linguistiques, l'éducation de l'histoire et du patrimoine et la promotion de valeurs communes à tous les citoyens d'un même peuple.

C'est ce que nous faisons en éducation par la révision du curriculum et l'introduction de l'enseignement de l'histoire, par une plus grande place faite à la culture et à la qualité du français. La semaine de la citoyenneté et nos efforts renouvelés d'intégration des nouveaux québécois participent de cette volonté. Car nous savons que, sans personnalité nationale forte, il n'y a pas d'échange international qui vaille. Le monde est comme une soirée amicale où on est attiré vers les individus qui se distinguent, qui ont quelque chose à dire, à contribuer, et non vers ceux qui sont le strict reflet de leur entourage ou qui sont toujours d'accord avec la dernière personne qui a parlé. Autre contrepoids : la démocratie locale et nationale. La mondialisation, la création de règles économiques communes pour toute la

planète, a pour effet de déposséder les États et les peuples d'une partie de leur marge de manœuvre. Il faut compenser en donnant plus de responsabilités aux citoyens, pour qu'ils détiennent un meilleur contrôle sur leurs décisions. C'est ce que nous ferons notamment par la création prochaine de centres locaux d'emplois et les centres locaux de développement, où nous voudrions donner à chaque collectivité locale, dans chaque territoire de MRC, une responsabilité sur le développement de l'emploi et de l'économie. Dans la recherche de ces deux contrepoids, l'action du Québec est de toute évidence entravée par son demi-statut.

Nous voulons susciter l'adhésion à des valeurs communes au peuple québécois; le gouvernement fédéral affirme que ce peuple n'existe pas et il prône un multiculturalisme qui fragmente notre société plutôt qu'il la cimente. Nous voulons faire partager l'usage du français, langue officielle et commune, à tous nos citoyens; le gouvernement fédéral affirme au contraire qu'il y a deux langues officielles à Montréal et au Québec, et il s'est de tout temps opposé à nos politiques linguistiques. Nous voulons façonner ensemble, grâce à nos dons de concertation économique et sociale et compte tenu de nos priorités, nos propres programmes sociaux, notre propre solidarité sociale; le gouvernement fédéral et les autres provinces veulent nous imposer leurs normes, leurs priorités et leur vision sociale. Nous voulons faire partager nos valeurs démocratiques et la nécessité pour notre peuple de prendre ses décisions dans l'urne et de respecter les décisions majoritaires; le gouvernement fédéral fait campagne contre chacune de nos institutions démocratiques, refuse de reconnaître la règle majoritaire et fait activement campagne pour les thèses partitionnistes. Mais l'offensive fédérale a du plomb dans l'aile, sur plusieurs points.

Depuis le début de l'automne, dans les villes de Lachine et de LaSalle, les partitionnistes soutenus par Ottawa ont subi échec sur échec. Comme à Aylmer et à Hull l'an dernier, des démocrates de toute tendance ont tenu tête aux tactiques d'intimidation des partitionnistes et ont fait honneur à la démocratie québécoise. Mes amis, avec nos politiques économiques et fiscales courageuses, avec les chantiers mis sur pied par le Sommet sur l'économie et l'emploi, nous sommes en train de construire l'infrastructure de la souveraineté. Pendant que les fédéralistes s'agitent en surface, nous posons des fondations solides. Nous sommes en train d'y arriver. Puis il y a l'élément au centre de notre colloque: la social-démocratie. Au Québec nous faisons le choix, conscient, de mener une politique sociale-démocrate aux côtés de voisins dont on peut dire respectueusement qu'ils divergent d'opinion avec nous.

Le Parti Québécois a cependant subi un choc lorsqu'il a pris le pouvoir en septembre 1994. Il s'est trouvé devant une terrible injustice sociale et un péril grave pour la solidarité. L'injustice, c'était que le gouvernement précédent avait si mal géré nos affaires qu'un énorme déficit annuel menaçait maintenant les futures générations de Québécois. Si rien n'était fait, le gouvernement aurait dû procéder à une vente de faillite à plus ou moins brève échéance pour survivre, ce qui signifiait que les jeunes Québécois ne pourraient obtenir les services dont avaient bénéficié leurs parents. Quant au péril, c'est celui qui pesait sur la social-démocratie québécoise. Sans argent, sans revenu suffisant, ayant vécu à crédit pendant de longues années, l'État québécois risquait de devoir abandonner ses programmes sociaux, faute de moyens. Dès le budget de Jean Campeau, en mars 1995, un premier coup de barre fut donné, et chacun se souvient du vacarme provoqué par l'annonce des enveloppes fermées dans les ministères, et encore plus de la grande réforme de la santé alors mise en branle, et qui comportait dans sa toute première phase la fermeture de dix hôpitaux au Québec, dont sept à Montréal. Puis en mars 1996, à Québec, toute la société donnait un

deuxième élan et s'entendait sur un échéancier serré : l'élimination du déficit d'ici le premier avril 1999.

Il s'agissait d'un sauvetage collectif : le sauvetage de notre État et de notre solidarité sociale. Aujourd'hui, nous sommes à 18 mois de cette échéance. Les trois quarts du chemin ont été accomplis. Le plus dur est derrière nous. Les grandes réductions de budget ont été faites et nous nous employons à faire en sorte que le budget de la santé, en particulier, puisse reprendre son souffle, l'an prochain, après deux années de restructuration. Lorsque nous aurons terminé, nous pourrons faire la liste de ceux qui ont contribué au sauvetage. 500 000 000 \$ provenant des grandes entreprises, auxquelles l'État ne rembourse pas une partie des dépenses de TVQ. Une surtaxe de 5 % aux banques, versée au Fonds de lutte contre la pauvreté. Plus de 700 000 000 \$, trouvés dans la poche de ceux qui faisaient du travail au noir ou qui ne payaient pas l'ensemble de leurs impôts. Une taxe sur les voitures de luxe. Une réduction de 6 % du salaire des députés, des ministres et du premier ministre, depuis le premier juillet. Les seuls salariés québécois dont le chèque de paye a baissé ! Et c'est un des seuls groupes qu'on n'a pas vu manifester devant le parlement ! Mais 6 % d'effort, pas sur le chèque de paye mais dans la masse salariale ou dans d'autres dépenses, consenti par les juges, les médecins, les pharmaciens, par l'ensemble des employés du secteur public et parapublic. Un effort aussi des professeurs et employés d'université, des salariés d'Hydro-Québec. La liste est très longue et ne comporte aucun absent. Et cet extraordinaire effort du secteur public a permis d'embaucher massivement des jeunes, 9 000 en éducation, et, au total, d'améliorer la situation d'emploi de près de 25 000 employés. Le dernier bloc important dans le sauvetage de l'État québécois est le 500 000 000 \$ qui doit constituer l'effort consenti par les municipalités du Québec, c'est-à-dire à la fois les élus, les administrateurs et les salariés. Sans toucher au salaire, sans mise-à-pied, il est possible de trouver cette économie si on s'en donne la peine. Ce n'est pas facile. Ce n'est jamais facile. Mais je puis vous donner ma parole aujourd'hui que cette contribution de 500 000 000 \$ doit venir du monde municipal, et elle ne sera pas refilée au monde de la santé, de l'éducation ou de la sécurité du revenu. Pas question. Ces secteurs ont fait largement leur part.

J'ai dit qu'il n'y avait pas d'absent sur la liste et c'est vrai. Cependant notre gouvernement et notre société ont un préjugé favorable, vers le bas de l'échelle des revenus. D'abord, il y a un an, le Sommet sur l'économie et l'emploi a créé un concept nouveau : la clause d'appauvrissement zéro. Nous l'appliquons strictement pour protéger le revenu des Québécoises et des Québécois qui n'ont simplement pas la capacité d'accéder au marché du travail. Ils ont maintenant la certitude que leur revenu sera stable, quoi qu'il arrive. Les réformes qui ont touché la sécurité du revenu ont surtout visé à rendre plus facile et plus payant l'accès au travail. Auparavant, pour sortir de l'aide sociale et accéder à un emploi peu payé, il fallait renoncer à une aide à l'enfance, à une aide au logement et à des médicaments remboursés. Souvent, travailler, c'était s'appauvrir. En deux ans, nous avons fait en sorte que le passage de l'aide sociale au marché du travail signifie chaque fois, indubitablement, un enrichissement, même au salaire minimum que nous aurons augmenté de 13 % entre septembre 1995 et mercredi prochain. Les Québécois au salaire minimum constituent la catégorie de salariés dont le revenu a le plus augmenté au Québec depuis deux ans.

Clairement, le préjugé favorable de ce gouvernement, et certainement de ce premier ministre, ce sont les familles de travailleurs à faibles revenus – les femmes seules ou les couples avec enfants qui travaillent et qui gagnent peu. Nous avons tenté, alors qu'on

procédait au sauvetage de l'État québécois, de prendre une série de mesures pour venir en aide aux 20 % des familles québécoises de travailleurs aux revenus les plus faibles. L'an dernier les milieux communautaires voulaient que l'on s'engage à ne pas appauvrir le quantile le plus pauvre parmi les Québécois. Nous avons plutôt cherché à améliorer leur situation. Cela se fera progressivement au cours des 18 prochains mois, et à mesure que nos réformes entreront en vigueur : la politique familiale avec la nouvelle allocation familiale, les garderies à 5 \$, la réforme fiscale et la baisse d'impôts pour les revenus faibles et modérés, l'allocation-logement, la poursuite de la hausse du salaire minimum, mais en tenant compte aussi de la hausse des cotisations de la Régie des rentes. Je vous donne les résultats – ce sont des moyennes, les situations individuelles varient. Il y a tout près d'un million de familles québécoises dont l'un des parents travaille. 20 % de ces familles ont des revenus de moins de 25 000 \$ par an. Il s'agit donc du premier quantile. Et pour l'ensemble de ces familles qui ont des enfants d'âge scolaire, nos réformes vont augmenter leur revenu d'au minimum 400 \$ par année, et jusqu'à 1 400 \$ par année pour les moins fortunés. Les familles de travailleurs qui gagnent moins de 15 000 \$ verront leur revenu augmenter d'au moins 9 % d'ici un an et demi.

Et si ces familles ont un enfant en garderie, alors l'augmentation de revenu est encore plus générale : elle variera entre 6 % d'augmentation et 10 % d'augmentation. Vous voyez, 6 %, le chiffre le plus utilisé au Québec cette année. Mais cette fois-ci ce n'est pas -6 %, c'est +6 %, pour ceux qui en ont le plus besoin. Je pense que nous pouvons, tous, être très très fiers de ce résultat. C'est notre façon de faire contrepoids à l'inégalité. Notre façon aussi de refuser le Québec coupé en deux, de refuser de baisser les bras devant la pauvreté. C'est notre pas dans la bonne direction. En fait, depuis deux ans, et notamment depuis les sommets de l'an dernier, nous avons mis trois grands chantiers en marche au Québec. Le sauvetage de l'État, dont j'ai parlé, et qui est en train d'aboutir. Le grand chantier de l'emploi. Hier, nous avons pu faire un bilan de l'année écoulée, et constater que nous avons atteint plusieurs des objectifs que le Sommet s'était fixé.

Nous avons d'ores et déjà créé 11 000 des emplois promis au Sommet, dans les délais prévus, et nous en prévoyons le double d'ici le mois de mars. Finalement, nous avons mis en branle le grand chantier de la social-démocratie. L'année qui a débuté en septembre doit être celle de la mise en œuvre et de la consolidation de nos décisions. Je crois qu'on vous a distribué un document qui résume les 12 dates de la social-démocratie québécoise pour l'année en cours. Premier septembre dernier, journée faste pour la nouvelle politique familiale québécoise, la plus généreuse en Amérique du Nord. C'est le jour de la livraison de la nouvelle allocation familiale. C'est aussi l'ouverture des maternelles à temps plein pour les enfants de cinq ans et des places de garderies à 5 \$ pour les enfants de quatre ans. Une véritable révolution qui, à quelques ajustements près, est maintenant bien accueillie par les familles québécoises. Premier octobre prochain – dans trois jours, augmentation du salaire minimum à 6,80 \$ l'heure. Depuis septembre 1995, il s'agit d'une augmentation de 13 %.

Premier octobre, encore, réduction de la semaine de travail normale de 44 à 43 heures. Ce qui signifie que les heures travaillées au-delà de la 43e heure seront rémunérées au taux du temps supplémentaire. La semaine sera réduite progressivement à 40 heures par semaine d'ici trois ans. Premier octobre, toujours, création de l'allocation-logement, qui permettra à 28000 familles supplémentaires de bénéficier d'une aide à l'habitation sociale. 24 octobre prochain, dans un mois, lancement du Fonds de l'économie sociale. Un autre héritage du

Sommet, ce fonds utilise de l'argent du secteur privé et du secteur public pour créer des emplois dans les domaines de l'économie non exposés à la concurrence internationale. Un filon prometteur pour l'avenir et dispensateur de services qui améliorent la qualité de la vie des Québécois. Douze novembre prochain, ouverture du 75e Carrefour Jeunesse-Emploi.

Peu importe leur statut social ou économique, les jeunes de 18 à 24 ans ont un guichet unique, convivial et adapté à leurs besoins. C'est leur porte vers le marché du travail. 21 novembre prochain, dans deux mois, mise en vigueur de la loi sur l'équité salariale, une des lois les plus progressistes au monde. C'est aussi le début du compte-à-rebours de huit ans pour que les entreprises se conforment à la loi et fassent disparaître les écarts salariaux séculaires dans des emplois à prédominance féminine. Une énorme victoire pour les femmes du Québec. Premier décembre prochain, le régime de perception automatique des pensions alimentaires atteindra sa vitesse de croisière. Les organisatrices de la marche Du pain et des roses avaient signalé que la non-perception des pensions alimentaires était le principal facteur de pauvreté des familles québécoises. Depuis l'instauration du système québécois, il y a deux ans, plus de 55 000 familles en ont bénéficié.

Au premier décembre, les listes d'attentes de traitement des dossiers seront résorbées et le régime deviendra complètement opérationnel, avec un délai normal de traitement des demandes d'au plus un mois. Premier janvier prochain, réduction de 15 % de l'impôt de 75 % des ménages québécois, donc tous ceux qui gagnent moins de 50 000 \$ par an. De plus, 200 000 ménages en bas de l'échelle seront désormais exemptés de tout impôt québécois sur le revenu. Premier janvier prochain aussi, mise en place de la réforme de la Régie des rentes du Québec, qui fait en sorte de protéger les retraites de tous les Québécois et qui permet aux jeunes Québécois d'aborder leur vie professionnelle avec la certitude qu'ils bénéficieront des mêmes avantages de retraite que leurs aînés. Premier août prochain, envoi des chèques de remboursement de la TVQ aux Québécois les moins fortunés. Juste à temps pour la rentrée des classes, les Québécois qui gagnent moins de 26 000 \$ par an recevront un chèque qui leur remboursera l'équivalent de ce qu'ils auront dépensé en TVQ depuis le début de l'année. Pour ceux qui gagnent moins de 13 000 \$ par an, le montant du chèque sera supérieur à leurs dépenses de TVQ. Premier septembre prochain, dans un an, début de l'accès aux services de garde à 5 \$ pour les enfants de trois ans. La politique familiale du Québec fait un pas de plus vers la petite enfance. Elle en fera encore un, en septembre 1999, pour les enfants de deux ans, l'année suivante pour ceux d'un an, puis l'année suivante pour les poupons. Bref, 12 mois, 12 dates de la social-démocratie, 12 façons de mieux distribuer la richesse collective des Québécois, de venir en aide aux enfants et aux familles, et à tous ceux qui travaillent et qui en arrachent.

Alors vous voyez, pour nous, vivre la social-démocratie en plein mouvement de mondialisation n'est pas un concept ou un souhait. C'est un combat de tous les jours. Nous faisons ici une expérience originale. S'ouvrir au monde, s'adapter aux réalités continentales, devenir compétitifs pour générer de la richesse nouvelle, mais répartir cette richesse avec plus d'équité, se préoccuper de l'avenir de nos enfants et de notre jeunesse, refuser obstinément le glissement vers la pauvreté. Pour réussir ce combat, il faut réunir deux conditions : la volonté et les moyens. Nous sommes en train de nous donner le moyen de notre social-démocratie. Ce moyen c'est la croissance économique, et c'est pourquoi le gouvernement du Parti Québécois multiplie les initiatives pour susciter ici une culture d'entrepreneurship, pour aider l'investissement local ou étranger, pour augmenter

l'exportation, aujourd'hui notre principale source de richesse, pour assurer que nos travailleurs et nos entreprises soient compétitifs. Sans richesse, pas de partage de la richesse. Et on ne peut être social-démocrate aujourd'hui sans être aussi préoccupé de croissance. Pour y arriver, j'ai mentionné l'économie sociale, l'économie classique, mais nous avons, au Québec, un autre outil, construit pendant la révolution tranquille : nos sociétés d'État.

Depuis notre arrivée au pouvoir, nous avons beaucoup fait pour redonner aux sociétés d'État du Québec le dynamisme dont nous avons besoin. Les résultats sont probants. L'activité de la Caisse de dépôt, son rôle dans l'économie et l'aide aux exportations, son excellent rendement, donne à notre État et à notre peuple un puissant levier économique et une sécurité financière inestimable. La SGF, désormais présidée par Claude Blanchet, joue un rôle clé dans l'attraction de l'investissement. Mais je voudrais dire quelques mots sur Hydro-Québec, qui est en train de se transformer sous nos yeux en l'une des plus dynamiques sociétés publiques qu'on puisse trouver et qui vient d'aviser ses 1000 employés temporaires ou précaires qu'ils avaient désormais un emploi permanent.

Pendant les décennies passées, Hydro avait su harnacher des rivières pour produire de l'énergie. Aujourd'hui, Hydro s'emploie à harnacher le savoir-faire québécois et le faire fructifier sur le marché continental et étranger. Ce qui signifie que notre compagnie, qui ces dernières années versait peu de profits dans la caisse commune de l'actionnaire collectif, l'État, nous annonce, pour dans deux ans, un profit annuel de plus de 1 000 000 000 \$. Sans compter même les emplois nouveaux que cela créera pour les femmes et les hommes du Québec, tentons d'imaginer un peu ce que signifiera l'apport annuel, dans le budget de l'État, de plus de 1 000 000 000 \$ de profits de notre compagnie nationale. Combien de place de garderies à 5 \$ par jour ? Combien d'investissements dans la santé et l'éducation ?

J'entends dire que certains voudraient créer une coalition pour s'opposer à la privatisation ou à la dénationalisation d'Hydro-Québec. Laissez-moi vous annoncer que cette coalition existe déjà. Elle s'appelle : le gouvernement du Parti Québécois et j'en suis le président. Car jamais, sous aucune circonstance, nous n'abandonnerons le joyau de nos sociétés d'État, et surtout pas au moment où il s'apprête à rendre au peuple québécois les dividendes de 30 années de labeur. Les Québécois sont des sociaux-démocrates, actionnaires de la plus formidable multinationale publique du continent. En devenant un des gagnants économiques de la mondialisation, Hydro contribue, et contribuera de plus en plus, à nous donner les moyens de notre solidarité sociale. Nous avons, là, le meilleur des deux mondes.

C'est pourquoi ce colloque du Parti Québécois est si important. La mondialisation comporte des dangers pour les personnalités nationales, l'originalité des projets sociaux et politiques. Elle ouvre aussi des perspectives. J'ai parlé de la diversification de notre commerce, des profits de notre transnationale publique, je pourrais parler de la capacité que nous donne Internet de rejoindre les marchés francophones où qu'ils se trouvent sur la planète. Le Parti doit donc réfléchir à ces questions, anticiper le changement pour mieux en tirer parti s'il nous est favorable, ou pour mieux s'en prémunir s'il est inquiétant. Pour y arriver, cela suppose un effort intellectuel nouveau, une volonté de sortir des sentiers battus, d'inventer. Dans plusieurs milieux souverainistes on parle déjà, pour l'an prochain, de grands « rendez-vous de la souveraineté ».

C'est une perspective qui me sourit parce que cela nous permettra de mettre en lumière le nouveau potentiel de la souveraineté. Il faudra réfléchir sur un Québec souverain sans déficit.

Un Québec souverain superbement intégré au reste du continent. Un Québec souverain de l'entrepreneurship et de l'économie sociale. Un Québec souverain qui sait garder sa personnalité culturelle, linguistique, politique et sociale, dans un monde de plus en plus interconnecté. Un Québec souverain qui peut et qui doit être un exemple de mondialisation réussie et, ce faisant, un Québec souverain qui peut devenir un point de référence pour les autres cultures. La mondialisation est à nos portes, que nous le voulions ou non.

La social-démocratie, elle, est un choix qu'il faut refaire sans cesse.

Et au Québec, c'est simple, c'est le choix du Parti Québécois.

Merci.